

## A quoi servent H16 et sa clique?

Chers tous,

Dans les échanges sous la chronique [La politique française, ces permanentes écuries d'Augias](#), certains d'entre vous se demandent si le scalpel cruel d'H16, la libre expression de ses amis lecteurs, leurs échanges d'expériences font avancer le moindre schmilblick.

Car le style H16 nous emmène en apnée bidonnante vers des hauteurs stratosphériques. (A moins qu'on ne préfère l'image du décapage: activité produisant une poussière toute aérienne qui, au mieux s'envolera, au pire reviendra se coller sous nos chaussures.)

Dans tous les cas, que faire après ces envolées? Permettez-moi de revenir platement sur l'effort quotidien.

Voyez-vous, je ne suis pas foncièrement libéral (au sens politico-économique du terme). J'aime la liberté et je crois au principe de réalité: si, si, il faut y croire, sinon on croit à n'importe quoi! En latiniste, je me souviens que *liber*, l'homme libre c'est aussi le fils, celui qui a une ascendance, une famille, un nom. Enfin, oserai-je l'avouer... je suis catholique: vous savez, un ami du Bon Pasteur, celui qui "donne sa vie pour ses brebis".

Après ces précautions oratoires, j'en viens au fait: H16 et sa clique m'aident à respirer. Tous les petits sacrifices que mes collègues et moi nous faisons chaque jour, pour coûter moins cher et rapporter davantage, prennent du sens.

Un élève de collège coûte près de 8000 euros par an à la collectivité nationale (les chiffres [ici](#)): pour les seuls frais de scolarité. Dans l'établissement où nous travaillons, il coûte moins de 7000 euros par an en pension complète. En gros, nous sommes près de deux fois moins chers que l'Education Nationale. (Si c'est pôssible!)

Dans les faits, cette situation coûte plus cher aux familles de nos élèves qui, non seulement paient l'impôt, mais nous paient intégralement: car nos établissements libres ne perçoivent pas un centime d'argent public.

Chers lecteurs, permettez-moi une envolée lyrique: vous rendez-vous compte que nous sommes une chance pour la France? Chaque fois qu'une famille scolarise son enfant dans un établissement sans contrat d'association avec l'Etat, elle donne l'occasion, la possibilité, le motif (pourrions-nous dire, un jour: la velléité?) d'éponger une part substantielle de la dette publique!

Mais ce n'est pas par là que je voulais vous emmener. Car j'entends concourir à la "Contribution du samedi".

Si j'étais au pouvoir, ma première mesure serait le chèque scolaire: la mise en disposition, sur simple demande, de ce que coûte la scolarité dans un établissement public d'enseignement.

Chaque chèque de 7930 (tarif 2007) euros signé, déboursé et encaissé constituerait une piqure de rappel plus probante sur le coût de l'éducation. Le principe de réalité gagnerait ainsi du terrain dans les cerveaux rebelles aux gros chiffres: 67 milliards d'euros en 2013. (Au passage,

il y gagnerait aussi en confirmant la disparition du mammouth, conformément aux programmes d'Histoire-Géographie.)

Pour contenter nos amis jacobins, nous pourrions concéder que toute baisse soit une et indivisible, c'est-à-dire reportée sur tous les élèves, y compris (et surtout) ceux qui resteraient dans les établissements publics.

Chers tous, vous voyez que le sens des réalités d'H16 et ses sbires contrôleurs m'inspirent!

André Rosa